

Démantèlement d'EDF - Non au projet Hercule

Oui à un service public de l'énergie

Le gouvernement Français et la Commission européenne semblent prêts à se mettre d'accord, au prix de quelques aménagements à la marge, pour le projet Hercule. Le parlement sera ensuite saisi, pour une loi votée en octobre.

L'opposition à ce projet est forte, y compris parmi de nombreux parlementaires. Les syndicats sont unis, et une nouvelle journée d'action a lieu le 8 avril. Nous invitons les usagers à s'engager eux aussi dans l'action contre ce projet qui sera désastreux pour eux s'il est appliqué. Le projet « Hercule » s'inscrit dans une logique strictement financière, déjà à l'œuvre depuis 25 ans : la facture des usagers a explosé, les investissements nécessaires sur le système électrique ne sont plus assurés, et la péréquation tarifaire est menacée, alors que c'est un élément essentiel à notre démocratie. Il va aller plus loin ! EDF va être coupée en trois morceaux :

- EDF bleu, qui restera public, pour le secteur nucléaire et le transport...
- EDF vert, qui sera privatisé, pour les énergies renouvelables, la distribution, les systèmes insulaires et la commercialisation.
- EDF azur, filiale publique, pour les barrages hydroélectriques. La création d'une filiale ne règle pas le risque d'une privatisation future

Les conséquences pour les usagers vont être catastrophiques, car le projet Hercule, c'est aussi la suppression de la péréquation tarifaire, c'est-à-dire de l'égalité d'accès aux mêmes tarifs sur tout le territoire et la possible remise en cause des Tarifs Réglementés de Vente. Les tarifs de l'électricité vont encore augmenter, et la précarité énergétique, qui touche déjà 5,5 millions de ménages, va exploser. Le projet Hercule, c'est aussi l'aggravation du changement climatique, car la logique financière et des profits est contraire à la préservation des biens communs de l'Humanité.

Les usagers ont donc tout intérêt à la mise en échec de ce projet et à participer à la construction d'un grand service public national de l'énergie.

Ce que nous proposons :

La précarité énergétique doit disparaître dans notre pays. Engager une diminution de la TVA à 5,5%, représenterait une baisse pour l'utilisateur d'environ 100€/an. Plusieurs propositions sont en débats : une tarification progressive avec gratuité des usages vitaux, l'interdiction pure et simple des coupures et des baisses de puissances pour impayés. Le débat doit être organisé.

La lutte contre l'exclusion et la lutte contre le réchauffement climatique doivent être des priorités de la Nation, portées par le service public de l'énergie, en ayant un regard pointu sur l'impact carbone dans sa globalité, en abordant également la question de l'efficacité énergétique des bâtiments - le gaz et l'électricité doivent être définis comme biens communs stratégiques d'intérêt général, au sens de la constitution française.

Le service public de l'énergie nécessite une construction permanente entre les citoyens élus, les entreprises, les salariés et les usagers. Cette construction exige la création de nouveaux droits et d'espaces d'interventions des salariés, des associations, et des citoyens dans la sphère publique et dans les territoires. Dès maintenant il doit faire l'objet d'un véritable débat social et démocratique avec l'ensemble des citoyens : que l'on soit usager, salarié du secteur ou élu, l'énergie est notre bien commun ! Nous sommes tous concernés !

Il devra répondre aux besoins d'investissements considérables, à moindre coût, de l'indispensable transition énergétique et écologique : assurer notre indépendance énergétique, consolider et développer un modèle énergétique pilotable et respectueux de l'environnement, diversifier nos sources d'énergie en investissant dans la recherche et le déploiement d'énergies renouvelables, répondre aux enjeux du changement climatique, aux attentes légitimes des personnels du secteur de l'énergie en matière de conditions de travail et d'exigence de qualité du service rendu aux usagers.

C'est pourquoi nous demandons

L'abandon immédiat du projet Hercule en cours de négociation entre la France et l'union européenne

Pour un grand service public de l'énergie manifestons massivement le 8 avril,

Paris, le 6 avril 2021

Collectif « Pour un véritable service public de l'énergie »

Contact : contact-presse@pourunveritableservicepublicdelenergie.fr

Site <https://pourunveritableservicepublicdelenergie.fr>

— Associations signataires :

- AITEC,
- alternative Mutualiste,
- association "ensemble et solidaires-UNRPA Felletin,
- Association des familles victimes du saturnisme (AFVS),
- AssPop21 (Assemblée Populaire de Dijon 21),
- ATTAC,
- CAP A GAUCHE 19,
- Collectif de Défense des Services Publics en Sud-Luberon,
- Collectif de Défense et Développement des Services Publics en Combrailles,
- Collectif Gentilléen pour le Climat,
- Collectif Ne nous laissons pas tondre,
- Collectif « Changer de cap »,
- Collectif « Faisons barrage »,
- Confédération Nationale du Logement (CNL),

- Conseil National de la Nouvelle Résistance (CNNR),
- Conseil National des Associations Familiales Laïques (CNAFAL),
- Convergence Nationale Rail,
- Convergence Nationale de Défense et Développement des Services Publics,
- Coordination des Gilets Jaunes de l'Isère,
- CV70-Comité de Vigilance pour le Maintien des Services publics de proximité en Haute-Saône,
- DAL (Droit au Logement),
- Droit à l'énergie SOS FUTUR,
- Energie 2060,
- ENSEMBLE & SOLIDAIRES-UNRPA,
- Fondation Copernic,
- Hélène GIRAUD (association "ensemble et solidaires-UNRPA Felletin),
- GLOBAL LABOUR INSTITUTE PARIS (GLI PARIS),
- La Carmagnole (La Carmagnole est une structure d'éducation populaire de Montpellier),
- Le Jardin de Cultures (Bourron Marlotte),
- Les AMD de Montpellier (Les Amis du Monde diplomatique de Montpellier),
- Les Économistes Atterrés,
- Les Gilets Jaunes du 05,
- Ma Zone Contrôlée (collectif de salariés sous-traitants & statutaires de la filière nucléaire)
- MNLE Réseau Homme & Nature,
- REACT,
- Réseau Education Populaire,
- Right To Energy Coalition (coalition européenne « right to energy »),
- RPS FIERS,
- Stop précarité,
- Union des familles laïques (UFAL)
-

— **Syndicats signataires :**

- CGT Enseignement Privé de Paris,
- CGT Fonction Publique,
- Comité National CGT des Travailleurs Privés d'Emploi et Précaires,
- Confédération Générale du Travail de la Réunion (CGTR),
- Christian DOMAIN (Syndicat CGT Energies 18),
- Fédération CGT Banques et Assurances (FSPBA-CGT),
- Fédération des syndicats SUD Energie,
- Fédération Nationale Mines Energie CGT (FNME CGT),
- FSU (Fédération Syndicale Unitaire),
- INDECOSA-CGT,
- SNPTRI-CGT (Syndicat National des Personnels Techniques des Réseaux et Infrastructures),
- SNUP Habitat FSU,
- SUD PTT,
- CGT BUGEY Syndicat,
- Syndicat CGT Banque de France,
- Syndicat CGT Cheminots du QNEMP (Quart Nord Est Midi-Pyrénées),
- Syndicat CGT de l'établissement public Caisse des dépôts et consignations,
- syndicat CGT du site de Tarbes de l'URSSAF Midi-Pyrénées,
- Syndicat National des Certifiés et Agrégés (SNAC) e.i.L Convergence (Fédération des syndicats e.i.L Convergence),
- UD 75 CGT,
- Union des syndicats CGT du groupe Caisse des dépôts,
- Union syndicale Solidaires
-

— **Partis signataires :**

- Emancipation collective,
- Ensemble !,
- Europe Ecologie les Verts Ariège (EELV Ariège),
- Gauche démocratique & sociale (GDS),
- Gauche républicaine et socialiste (GRS),
- Génération Ecologie,
- Génération .s,
- Groupe Écologiste Solidarité et Territoires du Sénat,
- La France insoumise,
- La Gauche Cactus,
- Mouvement Républicain et Citoyen (MRC),
- Parti communiste français (PCF),
- Parti Radical de Gauche (PRG),
- Parti socialiste (PS),
- Pour une écologie populaire et sociale (PEPS),
- République & Socialisme,
- Résistance Sociale,
- VSP 13 (Voix des Sans-Papier 13)